

Haïti 1er Juillet 2024

Depuis 2 semaines un gouvernement est en place pour la période de transition (15 à 18 mois) devant mener aux élections.

Le chef du gouvernement, M. Gary Conille, Premier Ministre, s'est entouré de nouveaux ministres – dont quatre femmes. Il a renouvelé sa volonté de reprendre le contrôle du pays grâce aux efforts des forces nationales de sécurité, avec l'appui de la MMAS (Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité).

Cette mission est dirigée par les forces Kenyans et d'autres pays ont promis des appuis en soldats ou matériels : le Bénin, les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade et le Tchad. Les premiers 400 policiers Kenyans sont arrivés le 24 juin à Port-au-Prince. Ils travailleront de concert avec la Police Nationale.

Le coût de cette mission est de 109 millions de dollars, essentiellement fournis par les USA et Canada. Il s'agit de matériels, de formation des policiers haïtiens et de logistique.

Le chef de la Police a été remplacé : Rameau Normil est le nouveau récipiendaire du titre.

« Il s'agit de redonner le plus précieux espoir à toute une population, celui de recommencer à vivre en toute tranquillité et que le pays puisse redevenir partout dans ses moindres recoins un territoire vivable. La force de la loi réduira en silence l'arrogance et la terreur des gangs armés et criminels. Ils seront neutralisés et démantelés », a assuré ce dernier.

Les discours du Premier Ministre du chef de la Police et de certains des nouveaux ministres sont plein d'assurance d'un aller mieux que tout le monde espère. Certains touchent les fibres sensibles de la population, mais nous attendons les actes et les conséquences de actes voir des résultats.

Cependant il ne faut pas se montrer trop impatient car ce qui a été défait et détruit en 5 ans ne peut pas se relever en 5 mois. Le bénéfice du doute peut être accordé à la nouvelle équipe qui s'attaque à des chantiers énormes.

Officiellement les stratégies de lutte contre l'insécurité ne sont pas dévoilées. Certaines voix sont en faveur d'amnistie pour les gangs armes, d'autres pas. Les gangs en question ont acquis une certaine autonomie et des ressources qui font penser à une reddition difficile sans combats ou « guerre ». D'autre part remettre les armes et être incarcérés restent des questions puisque le Comité de Désarmement est inscrit à la constitution mais pas effectif et que les deux plus grandes prisons du pays ont été détruites par les gangs.

Actuellement c'est le statu Quo : les gangs occupent des territoires perdus par l'état et la population, contrôlent les 3 principales sorties de la capitales, le port et toutes les activités lucratives des zones où ils opèrent.

Le centre-ville est très limité en superficie, mais cependant les activités commerciales et écoles fonctionnent, les tirs sont moins nombreux. Les transports sont assujettis à des taxes par les gangs, les prix augmentent.

La clinique du SOE, située au centre-ville, a repris des activités quasi-normales, malgré le départ à l'étranger de nombreuses personnes et la peur qu'ont certains patients de venir à cet endroit.

En effet, malgré un espoir de retour à une certaine normalité, les politiques des Etats -Unis et du Canada ont créé des programmes dits « humanitaires » pour accueillir des haïtiens et d'autres pays d'Amérique Latine chez eux à certaines conditions.

Il s'agit du « programme Biden » comme on l'appelle (170.000 haïtiens en ont bénéficié jusqu'à maintenant), de CPB1 et du TPS.

Les deux premiers concernent des personnes vivant en Haïti ou en Amérique Latine –certains sur la frontière du Mexique/USA-et qui seront parrainés par un proche pour entrer aux USA. Ils seront munis d'une carte de travail, d'accès à la santé pour deux ans (programme Biden) ou plus et le « parrain » sera responsable de leur bien- être pendant la durée du visa.

Le TPS est déjà en place depuis longtemps et il s'agit d'un Visa Temporaire coûtant 500 USD et à obtenir lorsqu'on est déjà légal sur le sol américain. Il a été prolongé à cause de la situation en Haïti. Il concerne environ 500.000 haïtiens.

« Nous travaillons également pour qu'on arrête les déportations vers Haïti. Le gouvernement américain doit cesser de déporter des Haïtiens vers Haïti où la situation est très catastrophique, et le gouvernement haïtien ne doit pas recevoir de déportés » demandent plusieurs des responsables des droits humains ici et à l'étranger.

Les départs ont aussi eu lieu de Port-au-Prince en province pour fuir la violence des gangs mais les ressources et l'accueil scolaire ou des services sont largement insuffisant en province.

Il serait grand temps d'avancer sur ce problème de décentralisation...et tant d'autres, aussi nous attendons -de cette période de transition-un élan vers une nouvelle direction pour le pays. La patience est de mise mais des résultats sont attendus avant la fin d'année.

Françoise Ponticq

30 juin 2024